

POUR UNE HISTOIRE DES GÉOPOLITIQUES CULTURELLES DES ÎLES DU CAP-VERT

Le fait colonial et les séquelles des combats de libération et de l'indépendance ont imposé une mise en scène politique qui gêne la compréhension des mécanismes culturels dans les pays africains qui se servent aussi de la langue portugaise. Pendant les guerres de libération, l'horizon politique s'est affadi en s'homogénéisant du fait de la Conférence des organisations nationalistes des colonies portugaises (CONCP) tandis que dans l'après-indépendance, la création du sigle "PALOP" (Pays africains de langue officielle portugaise) n'a fait que créer une fausse unité.

LA FAUSSE UNITÉ DE L'AFRIQUE LUSOPHONE

Les méfaits du colonialisme semblèrent connaître un prolongement fort regrettable dans l'après-indépendance : tout se passa comme si le colonialisme portugais avait fait naître une véritable unité parmi les pays africains qui se servent de la langue portugaise.

Cette confusion empêcha de rendre compte de la riche diversité de ces pays et fut compliquée au Cap-Vert par les conditions spécifiques du combat anti-colonial. Les dirigeants de ce pays avaient été forcés de constater qu'il était impossible de transformer les îles en foyer de combat et cela les avait amenés, probablement à partir de 1954, à essayer de s'associer à la contestation politique guinéenne qui se développait à Dakar et qui comptait avec une forte colonie capverdienne. Mais ces opérations ne réussirent pas, sauf pendant le laps de temps où Amilcar Cabral, ayant abandonné le Portugal, put se consacrer à la structuration du Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert (PAIGC), et par là à la lutte armée.

Il fallut qu'un Onésimo da Silveira, dans un article devenu paradigmatique paru dans le *Monde Diplomatique* (Paris), analysât l'impossibilité historique,

culturelle et politique de la fusion des deux pays pour que la situation mérite études et dénonciations multiples. L'opération de séparation fut rendue possible par un des coups d'État de la Guinée-Bissau, le 14 novembre 1980. Le Cap-Vert, sous la houlette du président Aristides Pereira et du premier ministre Pedro Pires, abandonna alors l'illusion de l'unité. Non sans regrets. La création du Parti africain pour l'indépendance du Cap-Vert (PAICV) mit fin à l'équivoque. Si l'analyse politique n'avait pas cherché à escamoter les fondements historiques du Cap-Vert, les questions auraient été réglées autrement, de manière plus aisée en tout cas.

LA SINGULARITÉ ORIGINELLE DES ÎLES DU CAP-VERT

Le Cap-Vert n'était pas habité lorsqu'y parvinrent vers 1460 les marins européens (italiens ou portugais). Les Portugais cherchèrent dès le XIV^e siècle à occuper toutes les îles de la Macronésie : s'ils échouèrent aux Canaries, ils furent capables d'assurer l'occupation du Cap-Vert et, au-delà, de São Tomé e Príncipe, d'Anobon, de Fernando Póo et même d'Ascension. Cela faisait partie de leur stratégie face à l'hostilité des populations côtières : ces îles servaient de repli et de tête de pont pour des opérations continentales.

La poursuite des expéditions de découvertes exigea le peuplement du Cap-Vert afin de pouvoir servir de base d'appui. Il est probable que les opérations de peuplement menées au Cap-Vert et à São Tomé furent similaires : déportations d'Africains issus de la traite servile. Mais une fraction peu importante en termes démographiques était constituée d'Africains libres, associés aux Portugais dans l'organisation d'une politique commerciale qui s'est avérée redoutablement efficace. On n'abordera pas ici l'histoire des épisodes ponctuant ces opérations, mais plus simplement on cherchera à en souligner le fait majeur : les populations du Cap-Vert, quelle que fût leur origine africaine, se trouvèrent dans une situation singulière, coupées de tout contact direct avec leurs territoires de naissance. Autrement dit, se produisit une véritable rupture culturelle : dépouillées de leurs autorités traditionnelles, contraintes de renoncer à la plupart de leurs cérémonies rituelles (initiation masculine, circoncision), perdant l'usage des masques et du statuaire dont la fonction était particulièrement importante dans le système religieux, ces populations durent répondre à la brutalité du cataclysme de l'esclavage. Celui-ci fut renforcé par le bouleversement des structures familiales, les liens claniques et lignagers se trouvant brisés sous la pression de l'autorité coloniale. En outre, les Africains furent dépouillés de leur langue, obligés d'apprendre le portugais, ne serait-ce que pour répondre aux ordres des maîtres. La colonisation du Brésil signifia ensuite l'importation de plantes américaines et la formation du complexe maïs-manioc-haricot aujourd'hui

encore très prisé des Portugais.

Un géographe portugais, Orlando Ribeiro, a réduit cette expérience à une étiquette sommaire, il s'agirait là d'une situation de type méditerranéen. Le patriotisme du géographe l'a empêché de regarder les faits historiques sans œillères : ce dont il parle recouvre en fait une américanisation d'une fraction fort importante de l'agriculture, donc du régime alimentaire de l'Europe du Sud *via* l'importance accrue du maïs, du manioc et des cucurbitacées. Néanmoins les Européens refusèrent toujours le recours à l'épaisse farine de manioc pour leur propre alimentation, restant fidèles aux céréales classiques (riz, avoine, seigle, blé).

La situation particulière faite aux populations capverdiennes a certainement expliqué la place singulière qu'elles ont occupée au sein du dispositif colonial portugais jusqu'à l'indépendance, avec des conséquences jusqu'à aujourd'hui. Ainsi des informations venues d'Angola nous apprennent que les troupes de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (l'UNITA de Jonas Savimbi) chassent les Capverdiens avec le même acharnement que les Angolais fidèles au gouvernement de Luanda¹.

D'UN MICRO-MONDE AU SYSTÈME-MONDE

L'entrée des Capverdiens dans la modernité et l'économie-monde (I. Wallerstein) intervint assez tôt, mais on ne peut dire que ce fut le fruit d'une politique portugaise consciente. Dès le XIX^e siècle les baleiniers américains portaient avec un nombre réduit de matelots : mais l'essentiel du recrutement pour l'Atlantique-Sud se faisait au Cap-Vert où les hommes étaient disposés à abandonner la condition coloniale pour s'engager dans l'aventure maritime. Il s'agit d'une émigration singulière, mais réussie : nombre de ces hommes préférèrent rester aux États-Unis pour s'y installer et y faire souche. Des Capverdiens se dérobaient volontairement aux autorités portugaises, à la soumission aux règles brutales de l'esclavage. Portés par un espoir quasi-messianique, ils rompaient avec la chaîne du malheur, cherchaient le paradis, ce bonheur sur terre que les révolutions européennes aidaient à répandre partout, comme le montrait l'exemple de la révolution haïtienne de 1804.

1. *Note de la rédaction (NDR)* : il s'agit de la haine du métis considéré comme le fils du colon, englobant ainsi comme boucs émissaires aussi bien les créoles de Luanda (qui soutiennent majoritairement le gouvernement) que les Capverdiens venus en Angola à l'époque coloniale.

Les Capverdiens furent les premiers Africains à faire de l'émigration une arme efficace contre le colonisateur alors affaibli par les troubles au Portugal, les convulsions consécutives à la liquidation tardive de l'Ancien Régime, et incapable de fermer aux habitants de l'archipel cette porte inattendue. C'était un facteur de dislocation du système colonial : la population faisait face par le recours au travail salarié des baleiniers.

On ne peut l'affirmer péremptoirement, mais on peut penser que ces hommes furent les premiers salariés de l'archipel : la monnaie métallique y était alors pratiquement inexistante, le troc la pratique courante. Les marins capverdiens faisaient des découvertes, rapportaient des nouveautés toutes les fois que les baleiniers qui les avaient engagés les déposaient à terre : comment ne pas parler du monde fabuleux qui se bâtissait aux États-Unis où l'esclavage avait déjà été aboli ? Le monde clos créé par les Portugais se trouvait menacé, d'autant plus que la tradition avait mis les Capverdiens en rapport avec le Brésil. Les preuves sont plutôt minces, mais il y a une telle identité entre la musique du Cap-Vert et la musique populaire brésilienne antérieure à l'introduction des syncopes du jazz et de la batterie par Pixinguinha, qu'elle peut être considérée comme une présomption de preuve. C'est donc bien sous la double pression du Brésil et du Cap-Vert que se fit plus tard l'africanisation de la musique populaire urbaine portugaise.

Mais les Capverdiens n'apprenaient pas que le salaire, il leur fallut apprendre aussi tous les mécanismes du capitalisme, catholique et protestant. Nés et élevés dans des sociétés où la moindre miche de manioc était comptée, ils se trouvaient aux prises avec la ville américaine, la fascination des mécanismes de la production et du commerce : les Américains étaient largement supérieurs aux Portugais, le colonisateur en était discrédité. Comment ne pas décrire rue par rue, fenêtre par fenêtre, l'immensité de villes qui manquaient — qui manquent toujours — au Cap-Vert ? La vie au pays semblait fermée et sans espoir, les États-Unis ouvraient des perspectives inédites qu'il aurait été suicidaire de refuser. Avec le salaire, les marins apprenaient l'épargne. Cette initiation au capitalisme ne pouvait être que celle du travail, mais cet horizon socialement limité changeait non seulement la vie des individus, mais le projet même du Cap-Vert.

Quelques temps plus tard, Pedro Monteiro Cardoso publiait dans *Folclore Caboverdeano* quelques photographies de Capverdiens installés aux États-Unis, portant complet, chaussures, chapeau, cravate : rien que la panoplie des salariés peu payés, au regard des millions de dollars qui circulaient dans le pays, mais quelle métamorphose stupéfiante pour ceux restés au pays, vanu-pieds aux pantalons troués, sans veste ni chemise, à plus forte raison sans cravate ou nœud-papillon !

Pedro Monteiro Cardoso montrait ainsi, d'abord aux Capverdiens eux-mêmes, puis à tout le monde, que si les habitants de l'archipel se montraient si miséreux, la faute en revenait au colonisateur, aux Portugais. Les hommes

du Cap-Vert, insérés dans une société moins répressive, acquéraient les formes de la modernité. Cette petite démonstration proclamait l'orgueil des Capverdiens nourri par le succès des quelques-uns qui avaient pu partir.

Mais s'ils découvraient l'intérêt de l'émigration, c'est qu'ils prenaient conscience qu'il n'y avait rien à attendre du colonisateur. Il fallait avoir perdu tout espoir de changement et de futur pour décider d'abandonner le foyer, le village, les formes qui enveloppent l'histoire de chaque individu. Ce n'était pas le désespoir mais la conclusion lucide tirée du rapport des forces. Cela d'autant plus que la suppression tardive de l'esclavage sous la pression de rares humanistes philanthropes avait été pratiquement suivie de l'instauration du travail forcé.

La triade des valeurs caractérisant l'installation des Capverdiens aux États-Unis était donc travail (souvent industriel), salaire, épargne. La grande nouveauté était cependant l'épargne car même si elle ne permettait que des accumulations minimales, elle servait à soutenir la famille restée dans l'archipel. L'émigration fut donc nécessairement masculine et jeune : les hommes trop jeunes ou trop âgés, les femmes et la famille furent obligés de rester sur place dans la dépendance des hommes de l'ailleurs.

Souvent analphabètes, émigrants et familles ne pouvaient échanger de nouvelles : mais circulaient les "signes d'amour" (*sinais de amor*), ces lettres où rien n'était écrit mais qui contenaient des billets de banque qui étaient à la fois ce signe d'amour tant attendu et la garantie de la survie de ceux qui étaient restés soumis au rouleau compresseur des autorités portugaises. Ce mécanisme est resté jusqu'à aujourd'hui fonctionnel, même si les Capverdiens apprirent par la suite à faire sortir leurs familles, d'abord aux États-Unis, puis au Sénégal, à Dakar.

L'APPRENTISSAGE DU POLITIQUE

Cet apprentissage se doubla d'un autre : celui du politique. D'une société refusant tout droit aux colonisés, ils arrivaient dans un monde américain qui, réservant aux hommes de couleur un statut d'infériorité, n'en était pas moins capable de leur assurer des activités honorables. Installés surtout à Norfolk et à Rhode Island, les Capverdiens apprirent de la société américaine et des gens de couleur en particulier ce qu'il fallait faire pour que triomphe la démocratie.

Les idées les plus dynamiques parvinrent ainsi au Cap-Vert. Cela fut très sensible quand la *Revista do Cabo Verde* commença à paraître à Lisbonne. Si elle semble avoir hésité quant au projet à adopter, elle ne tarda pas cependant à envisager l'indépendance de l'archipel, poussée par la propagande républicaine qui se développait au Portugal, le régicide de février

1908 et la proclamation finale de la République en 1910. Tout changement de régime au Portugal ne pouvait-il pas amener des bénéfices au Cap-Vert ?

RÉAFRICANISATION OU PAN-AFRICANISME... AMÉRICAIN?

Cependant, un nouveau déplacement des orientations culturelles, économiques et politiques de l'archipel se produisit : les rapports avec le continent africain, jamais totalement rompus mais devenus assez minces, redevinrent un peu plus consistants lorsqu'au XIX^e siècle les Portugais recrutèrent des Capverdiens pour assurer l'occupation de la Guinée-Bissau, pour étayer l'administration coloniale, pour créer une agriculture plus rentable que celle des autochtones. Ainsi naquirent les *pontas*, ces flots de pénétration agricole appuyés sur la culture de la canne et la production du *grogue*, eau-de-vie de canne.

Mais cela n'induisit pas une réafricanisation de l'archipel déchiré dès lors entre deux courants d'émigration : vers le Portugal, courant ouvert aux seules petites-bourgeoisies mais important idéologiquement ; vers les États-Unis, courant resté le plus significatif aussi bien idéologiquement que matériellement, et vers Dakar dont le port international attirait ceux qui connaissaient les techniques du travail et de la pierre. Ces courants poussèrent le Cap-Vert hors des problèmes strictement africains, permettant à l'archipel d'organiser sa propre vie culturelle en marge de l'Afrique.

Le courant intellectuel le plus vigoureux fut importé des États-Unis : il s'agit du pan-africanisme qui, né à la Jamaïque, ne tarda pas à mobiliser une fraction de plus en plus large des intellectuels, puis de fractions importantes de la population afro-américaine. Si ces intellectuels revendiquaient la beauté des Noirs, certains renforçaient cette affirmation par l'exaltation des gloires africaines, celles de pays comme l'Égypte ancienne et Carthage, celle de héros depuis Hannibal, le commandant des forces qui avaient fait front aux Romains, jusqu'à Toussaint-Louverture, auxquels plus tard viendront s'ajouter Abd-El-Krim et Haïlé Sélassié.

Ce courant domina la fin du XIX^e siècle et le premier quart du XX^e, ses intellectuels parvenant, surtout par les journaux, à faire entendre une voix différente. Les écrivains en effet, bien que commençant à s'affirmer dans le monde colonial portugais, ne pouvaient le faire que timidement : le colonisateur n'était guère pressé de créer des écoles et des lycées, encore moins des universités. Malgré tout, le nombre d'écrivains et de journalistes politiques capverdiens qui apparurent est assez significatif.

L'importation et l'adaptation du pan-africanisme au Cap-Vert provoquèrent une série d'accusations passionnées, et les plus radicaux de ces intellectuels — Eugénio Tavares, Pedro Monteiro Cardoso, José Lopes, Luis Loff... —

n'envisageaient que l'indépendance comme solution à la forte crise provoquée par l'abolition de la traite, malgré les ressources amenées par l'essor du port de São Vicente dans les relations maritimes Europe-Afrique-Amérique du Sud.

Là encore les Capverdiens furent amenés à organiser leur système existentiel en dehors du monde colonial portugais. Il fallait utiliser au mieux les ressources nouvelles et l'apparition d'un mini-prolétariat permit la création de fragiles syndicats. Mais cela n'annulait pas la pertinence des solutions radicales qui ne pouvaient que tourner autour de l'indépendance. Pourtant, nombre d'intellectuels les craignaient, au vu de la fragilité des structures de l'archipel qui n'avait jamais pu compter sur l'appui des autorités portugaises.

La situation capverdienne était donc caractérisée par une disjonction entre la solution radicale et l'espoir réel qui ne trouvait place qu'au sein du processus migratoire. Pourtant, celui-ci avait été quelque peu cassé par les mesures du gouverneur Paula Cid en 1903 : face au manque de main-d'œuvre à São Tomé il avait décidé d'y envoyer de force les Capverdiens victimes des crises de sécheresse qui martyrisaient de façon cyclique l'archipel. Ce dernier portait les stigmates de l'harmattan qui desséchait tout et condamnait les populations à la famine et à la mort : quelques-unes de ces famines ont provoqué la mort de plus de 30 % des populations de l'archipel.

Le projet d'indépendance était nourri par les émigrants et par les intellectuels qui avaient pu soit voyager aux États-Unis comme ce fut le cas d'Eugénio Tavares, soit recevoir les publications qui permettaient de demeurer informés des options et combats afro-américains, comme Pedro Monteiro Cardoso. Les deux hommes furent les plus déterminés dans l'adoption d'une vision pan-africaniste dont le paradoxe réside dans le fait qu'elle ne servait pas à renforcer les relations avec l'Afrique. Ce pan-africanisme était surtout une arme destinée à renforcer le combat politique anti-portugais.

Tout ébranlement des relations avec les États-Unis troublait de façon visible l'équilibre toujours instable de l'archipel. Lorsque les premiers créèrent les commissions chargées d'examiner les aspirants à l'émigration, et qu'ils voulurent refuser les analphabètes, la société capverdienne répondit aussitôt en construisant des écoles privées assurant l'apprentissage rapide indispensable au maintien du flux migratoire. Le peu d'espoir dépendait de ces flux qui fournissaient les quelques milliers de dollars capables d'affronter les conditions de plus en plus pénibles de la vie de l'archipel.

Quelques-uns avaient déposé leurs espoirs dans la proclamation du nouveau régime portugais. Le premier gouverneur républicain, Marinha de Campos, prit quelques mesures favorables mais fut rapidement remplacé et les Capverdiens risquèrent alors de devenir des "indigènes" après avoir évité de justesse d'être "vendus" à l'instar des Philippines². D'ailleurs le choc déclenché par ce projet de vente compte parmi les plus importants dans

cette phase de révision des relations avec la puissance colonisatrice.

C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre les tentatives de valorisation du créole, langue inventée pour résister à la pression du portugais, mais qui n'en est pas moins une langue non africaine. Les intellectuels du Cap-Vert se dressèrent contre les jugements négatifs des Portugais, cherchant à montrer les possibilités intellectuelles et expressives du créole. C'est le premier moment de cette quête de la sagesse réfugiée au sein de la langue, qui connaîtra un prolongement dans l'activité de Pedro Monteiro Cardoso, suivie par les intellectuels de *Claridade*, tout particulièrement Baltasar Lopes.

On constate donc la permanence de deux courants très vigoureux dans l'organisation des options du Cap-Vert : le premier représenté essentiellement par des hommes de la bourgeoisie foncière (quelle que soit la taille de leur propriété), très liés au Portugal et revendiquant le statut d'*adjacência*³ à l'image des Açores et de Madère et Porto Santo ; le second, le plus massif et le plus vigoureux, constatait l'impossibilité de faire plier le gouvernement portugais, et se nourrissait de tous les flux migratoires : le paradigme ne pouvait se trouver qu'ailleurs.

LA PREMIÈRE RÉVISION NATIONALISTE

Le premier grand mouvement de révision fut de s'opposer aux mythes idéologiques de l'interprétation portugaise : le Cap-Vert n'était nullement une simple extension de l'Europe, de même qu'il ne s'agissait pas d'un échantillon du lusotropicalisme théorisé par Gilberto Freyre. L'archipel n'était et ne pouvait être qu'africain. Dans leur zèle africanisant, quelques-uns allèrent jusqu'à "prouver" que l'archipel était habité lors de l'arrivée des Européens. Le messianisme africaniste candide n'hésitait pas à faire fi des documents et témoignages, car il s'agissait de mettre en pièces le carcan idéologique des Portugais aidés de quelques "traîtres" à expulser de la place publique.

2. *NDR* : comme on le sait, l'Espagne décadente avait été obligée de vendre les Philippines aux États-Unis.

3. *NDR* : notion imparfaitement traduisible en français par "contiguïté", et qui exprime sur les plans politique et juridique la continuité territoriale dans le respect d'une certaine autonomie: Açores et Madère font partie de la métropole, avec un statut de région autonome.

Ce fut cette première révision qui permit la mise en place du deuxième volet des idéologies fondatrices du combat anti-colonial : l'archipel peuplé surtout par des populations arrachées à la Sénégambie, en particulier à la Guinée-Bissau, devait faire corps avec ce territoire et créer une nouvelle unité politique capable de rebâtir une structure si intimement imbriquée qu'elle permettrait non seulement de mener le combat imposé par le colonisateur, mais aussi de donner le jour à une grande nation africaine. Cette hypothèse dont la durée s'explique par l'effort théorique et pratique d'Amilcar Cabral ne pouvait résister ni à la disparition de son théoricien, ni aux tiraillements provoqués par les indépendances mêmes.

LA NOUVELLE RÉVISION

L'incertitude idéologique qui domina au Cap-Vert après l'indépendance permit de procéder à une nouvelle révision historique affirmant la singularité des valeurs capverdiennes, en marge de l'Afrique : elle aboutit aujourd'hui à la revendication d'une identification avec les Caraïbes. Le pays ne serait pas dépouillé de son africanité mais il appartiendrait plutôt au groupe des afro-atlantiques : issus du continent noir, il fut amené à s'organiser de manière autonome sous le poids des contraintes coloniales. Si, contrairement au cas de figure caribéen, manquent au Cap-Vert les apports indiens, ces derniers sont compensés par le système relationnel migratoire permettant des contacts précoces et utiles avec des formes politiques démocratiques.

Cette situation expliquerait l'absence de choc politico-administratif après l'indépendance : les Capverdiens disposaient d'une "indépendance idéologique", voire même théorique, qui apparaît dans le choix des populations d'émigrer surtout vers les Amériques Nord et Sud et vers l'Europe. Les émigrations vers São Tomé et l'Angola font figure d'exceptions nées de la contrainte, et demeurèrent fragiles comme en témoignent leurs disparitions rapides lors des violences exercées par quelques groupes tels le Gouvernement révolutionnaire angolais en exil (appendice créé par le Front national de libération de l'Angola) et l'UNITA. N'oublions pas non plus les tensions marquant parfois les relations entre Guinéens et Capverdiens en Guinée même, ce pays voulant renforcer son africanité par l'élimination d'un certain nombre de Capverdiens ayant cru pouvoir le choisir comme leur propre pays.

Cette révision historique amorcée au XIX^e siècle par les intellectuels profondément marqués par le pan-africanisme avait dans un premier temps permis de se donner les moyens historiques et culturels d'une nouvelle relation avec l'Afrique. Mais dans un deuxième temps, celui que nous sommes en train de vivre, cette révision va plus loin, pour renforcer le principe de l'autonomie de l'archipel relativement à l'Europe bien sûr mais aussi à l'égard

de l'Afrique. D'ailleurs des émigrants capverdiens en Amérique avaient choisi de devenir des *Brown Portugueses* afin d'essayer de réduire le poids de la *colour line* ; ils conservaient ainsi les racines africaines sans pour autant se trouver exclus de la société américaine.

Nous sommes devant un débat ouvert il y a un peu plus d'un siècle, qui ne semble pas prêt de se refermer dans la mesure où les actuelles jeunes générations nées et élevées dans un pays enfin indépendant sont à même de l'engager sur d'autres fondements existentiels.

Mais il ne fait pas de doute que la situation de l'archipel, en plein Atlantique sud, pourrait justifier un rapprochement avec les Caraïbes dont la parenté avait déjà été mise en évidence par certains. Ce décentrement géopolitique ne peut que traduire une révision des idéologies, ce qui n'a jamais effrayé les Capverdiens obligés de résister à la pression du lusotropicalisme portugais.

La vitalité d'un pays se mesure à la façon dont il fait face à sa propre histoire, cette histoire capverdienne refusée pendant des siècles par les colonisateurs. Les Portugais faisaient du Cap-Vert un simple accident de leur expansion et seules les premières années de la lutte de libération permirent l'édition de la première "histoire" autonome de l'archipel — histoire elle-même entachée des préjugés destinés à prouver l'africanité d'un archipel situé à cinq cents kilomètres de la côte. La révision actuelle semble destinée à corriger ces excès militants, afin de resituer le Cap-Vert au sein de sa parenté culturelle propre.

Décembre 1993

Alfredo MARGARIDO

Université autonome de Lisbonne

[La révision de ce texte par Dominique Fourot et Michel Cahen n'a pu être faite en collaboration avec l'auteur. Titre et sous-titres sont de la rédaction].